

IMPÔTS
2017

HABITATION
PRINCIPALE



Si votre revenu fiscal de référence de 2015 est supérieur à 28 000 € et que votre résidence principale est équipée d'un accès à internet, votre déclaration de revenus doit être réalisée par internet. Toutefois, si vous estimez ne pas être en mesure de le faire, vous pouvez continuer à utiliser une déclaration papier.

CRÉDIT D'IMPÔT EN FAVEUR DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE DANS L'HABITATION PRINCIPALE

Les dépenses que vous avez payées en 2016 au titre de certains travaux réalisés dans votre habitation principale en faveur de la transition énergétique (isolation thermique, économies d'énergie, installation d'équipements utilisant une source d'énergie renouvelable) peuvent ouvrir droit à un crédit d'impôt.

Vous pouvez bénéficier de ce crédit d'impôt que vous soyez propriétaire, locataire ou occupant à titre gratuit de votre résidence principale. Le logement doit être situé en France métropolitaine ou dans les DOM et affecté à votre résidence principale à la date du paiement de la dépense.

Le crédit d'impôt est réservé aux dépenses effectuées dans les logements achevés depuis plus de deux ans.

► Plafond de dépenses

Le montant des dépenses ouvrant droit au crédit d'impôt ne peut excéder un plafond pluriannuel qui s'applique sur une période de cinq années consécutives. Pour le calcul du crédit d'impôt de 2016 le plafond s'applique aux dépenses payées du 1^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2016. Ce plafond est fixé à la somme de :

- 8 000 € pour une personne célibataire, divorcée ou veuve ;
- 16 000 € pour un couple marié ou pacsé soumis à une imposition commune ;
- majorés de 400 € par personne à charge (enfants mineurs ou enfants rattachés au foyer fiscal, quel que soit leur rang, personnes invalides vivant sous le toit du contribuable). Cette majoration est divisée par deux pour les enfants en résidence alternée.

► Taux du crédit d'impôt

Toutes les dépenses éligibles payées en 2016 ouvrent droit au crédit d'impôt au taux de 30 %.

► Cumul avec « l'éco-prêt » à taux zéro

Si vous avez bénéficié d'un "éco-prêt" à taux zéro pour financer une dépense réalisée en 2016 dans votre habitation principale, la possibilité de cumul avec le crédit d'impôt au titre de cette même dépense dépend de la date de l'offre de prêt :

– si l'offre de prêt est émise à compter du 1^{er} mars 2016, vous pouvez bénéficier du crédit d'impôt quel que soit le montant de vos revenus ;

– si l'offre de prêt est émise avant le 1^{er} mars 2016, vous pouvez bénéficier du crédit d'impôt si le revenu fiscal de référence (RFR) de votre foyer de l'avant-dernière année précédant celle de l'offre de prêt (RFR de l'année 2013 pour une offre de prêt en 2015 et RFR de l'année 2014 pour une offre de prêt émise du 1^{er} janvier au 29 février 2016 n'excède pas :

- 25 000 € pour une personne célibataire, veuve ou divorcée,
- 35 000 € pour un couple marié ou pacsé soumis à imposition commune,
- montants majorés de 7 500 € par personne à charge (majoration divisée par deux pour un enfant en garde alternée).

► Dépenses ouvrant droit au crédit d'impôt

Pour ouvrir droit au crédit d'impôt, les matériaux, équipements et appareils doivent respecter certaines normes ou critères de performance qui sont indiqués dans le document d'information n° 2041 GR et dans le bulletin officiel des finances publiques (BOI-IR-RICI-280-10-30) que vous pouvez retrouver sur le site impots.gouv.fr.

Le crédit d'impôt est calculé sur le prix d'achat des équipements, matériaux et appareils tel qu'il résulte de la facture délivrée par l'entreprise ayant réalisé les travaux. Ce prix s'entend du montant toutes taxes comprises, c'est-à-dire du montant hors taxes majoré de la TVA mentionnée sur la facture.

Lorsque vous réalisez vous-même les travaux, vous ne pouvez pas bénéficier du crédit d'impôt. En effet, les dépenses ouvrent droit au crédit d'impôt si les équipements sont fournis et installés par une entreprise et donnent lieu à l'établissement d'une facture.

Le crédit d'impôt s'applique également lorsque les travaux sont réalisés par une entreprise donneur d'ordre qui recourt à un sous-traitant pour la pose des équipements ou matériaux ou pour la fourniture et la pose de ces équipements ou matériaux. L'entreprise donneur d'ordre doit alors établir la facture pour l'ensemble de l'opération.

Les pièces et fournitures destinées à s'intégrer ou à constituer, une fois réunies, l'équipement ou l'appareil sont comprises dans la base du crédit d'impôt.

En revanche, les matériaux et fournitures qui ne s'intègrent pas à l'équipement ou à l'appareil, tels que les tuyaux, les gaines de distribution ou les fils électriques destinés au raccordement, ainsi que les frais annexes tels que les frais financiers (intérêts d'emprunts par exemple) exposés en vue de l'acquisition de l'équipement, des matériaux ou de l'appareil sont exclus de la base du crédit d'impôt.

Le coût de la main-d'œuvre est exclu de la base du crédit d'impôt, excepté les frais de pose des matériaux d'isolation thermique des parois opaques.

Si vous avez bénéficié de primes ou de subventions, vous devez les déduire du montant des travaux. En effet, seules les dépenses que vous supportez effectivement ouvrent droit au crédit d'impôt.

Les dépenses d'acquisition des équipements et matériaux suivants ouvrent droit au crédit d'impôt.

► **Dépenses en faveur des économies d'énergie :**

- chaudières à haute performance énergétique ;
Les chaudières à haute performance énergétique se définissent par leur efficacité énergétique saisonnière qui doit être supérieure ou égale à 90 % si leur puissance est inférieure ou égale à 70 kW. À ce titre, les chaudières à condensation, dès lors qu'elles atteignent ce seuil de performance, répondent à la définition des chaudières à haute performance énergétique et sont donc éligibles au crédit d'impôt ;
- chaudières à micro-cogénération gaz ;
- appareils de régulation du chauffage ;
- matériaux de calorifugeage.

► **Dépenses d'isolation thermique :**

- matériaux d'isolation thermique des parois vitrées (fenêtres, portes-fenêtres) ;
- matériaux d'isolation thermique des parois opaques : murs donnant sur l'extérieur, toitures, planchers bas ;
- volets isolants ;
- portes d'entrée donnant sur l'extérieur.

Ces matériaux d'isolation doivent remplir les critères de performance thermique indiqués dans le document d'information n° 2041 GR.

Les dépenses d'isolation thermique des parois opaques (coût des matériaux et de la pose) donnent droit au crédit d'impôt dans la limite de 150€ TTC par m² lorsque la paroi est isolée par l'extérieur et de 100€ TTC par m² lorsque la paroi est isolée par l'intérieur. Vous devez appliquer ce plafond avant de déclarer le montant de la dépense.

► **Équipements de production d'énergie utilisant une source d'énergie renouvelable :**

- équipements de chauffage ou de production d'eau chaude fonctionnant au bois ou autres biomasses ;
- équipements de chauffage ou de fourniture d'eau chaude sanitaire fonctionnant à l'énergie solaire et dotés de capteurs solaires, notamment chauffe-eaux solaires (équipements solaires thermiques). Ces dépenses sont retenues dans la limite de 1000€ TTC par m² de capteurs solaires pour les capteurs solaires à circulation de liquide et de 400€ TTC / m² pour les capteurs solaires à air. Vous devez appliquer ce plafond avant de déclarer le montant de la dépense ;
- équipements de chauffage, de fourniture d'eau chaude sanitaire ou de production d'électricité utilisant l'énergie hydraulique ;
- pompes à chaleur air / eau ou géothermiques dont la finalité essentielle est la production de chaleur ;
- pompes à chaleur (autres que air/air) dédiées uniquement à la production d'eau chaude sanitaire (chauffe-eaux thermodynamiques).

Pour connaître les catégories d'équipements éligibles et les critères de performance qu'ils doivent respecter, reportez-vous au document d'information n° 2041 GR.

► **Autres dépenses**

- diagnostic de performance énergétique réalisé en dehors des cas où la réglementation le rend obligatoire ;
- équipements de raccordement à un réseau de chaleur ;
- le réseau de chaleur est un mode de chauffage urbain alimenté par une chaufferie centrale ;
- compteurs individuels de chauffage ou d'eau chaude sanitaire installés dans un immeuble collectif ;

- systèmes de charge pour véhicule électrique ;
- dans des logements situés dans les départements d'outre-mer : équipements de raccordement à un réseau de froid, équipements de protection des parois opaques ou vitrées contre les rayonnements solaires, équipements visant à l'optimisation de la ventilation naturelle (brasseurs d'air).

► **Qualification de l'entreprise**

Les travaux d'installation ou de pose des équipements et matériaux suivants doivent être réalisés par une entreprise titulaire d'un signe de qualité attestant du respect de critères de qualification :

- chaudières à haute performance énergétique ou à micro-cogénération gaz ;
- matériaux d'isolation thermique des parois vitrées, volets isolants et portes d'entrée donnant sur l'extérieur ;
- matériaux d'isolation thermique des parois opaques : murs en façade ou en pignon et planchers bas ;
- matériaux d'isolation thermique des parois opaques : toitures-terrasses, planchers de combles perdus, rampants de toiture et plafonds de combles ;
- équipements de chauffage ou de fourniture d'eau chaude sanitaire fonctionnant à l'énergie solaire et dotés de capteurs solaires ;
- équipements de chauffage ou de production d'eau chaude sanitaire fonctionnant au bois ou autres biomasses ;
- pompes à chaleur (autres que air/air) ;
- échangeur de chaleur souterrain des pompes à chaleur géothermiques, à l'exception des capteurs horizontaux.

Le signe de qualité obtenu par l'entreprise lui confère la mention RGE (reconnu garant de l'environnement) pour la catégorie de travaux qu'elle réalise.

Sur le site **renovation-info-service.gouv.fr** vous pouvez identifier les entreprises disposant d'un signe de qualité par catégories de travaux, par date de validité et par secteur géographique.

Lorsque l'installation ou la fourniture et l'installation des équipements ou matériaux sont effectuées par une entreprise sous-traitante, c'est l'entreprise sous-traitante qui doit être titulaire de la qualification requise.

En outre, pour les dépenses citées ci-dessus, le bénéficiaire du crédit d'impôt est subordonné à une visite du logement, préalable à l'établissement du devis, au cours de laquelle l'entreprise

qui installe ou pose les équipements ou matériaux valide leur adéquation au logement.

Les dépenses réalisées en faveur de la transition énergétique dans l'habitation principale doivent être déclarées sur le nouveau formulaire papier n° 2042 RICI ou par internet.

Le crédit d'impôt vient en diminution du montant de l'impôt dû si le crédit d'impôt est supérieur à l'impôt dû, la différence vous est restituée si elle excède 8€.

Pour plus de précisions sur ce crédit d'impôt, reportez-vous au document d'information n° 2041 GR disponible sur impots.gouv.fr ou renseignez-vous auprès de votre centre des finances publiques.

CRÉDIT D'IMPÔT EN FAVEUR DE L'AIDE AUX PERSONNES

Vous pouvez bénéficier d'un crédit d'impôt en faveur de l'aide aux personnes, si vous avez effectué en 2016, dans votre habitation principale, des dépenses :

- d'acquisition d'équipements spécialement conçus pour les personnes âgées ou handicapées ;
- de travaux prescrits dans le cadre d'un plan de prévention des risques technologiques (PPRT).

Pour l'installation d'équipements spécialement conçus pour les personnes âgées ou handicapées, aucune condition d'ancienneté n'est exigée. Le logement peut être neuf, en cours de construction, en l'état futur d'achèvement ou déjà achevé.

Pour les travaux de prévention des risques technologiques, aucune condition d'ancienneté du logement n'est exigée. Toutefois, les travaux ne peuvent être prescrits que sur des constructions existantes à la date d'approbation du plan de prévention des risques technologiques (PPRT).

LES DÉPENSES CONCERNÉES

► Travaux de prévention des risques technologiques

Il s'agit de la réalisation de diagnostics préalables aux travaux et de travaux prescrits par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) dans l'habitation principale.

Le crédit d'impôt est également accordé aux personnes qui réalisent un diagnostic préalable aux travaux et des travaux de prévention des risques technologiques dans un logement qu'elles donnent en location pendant au moins cinq ans à titre

d'habitation principale à une personne autre que leur conjoint ou un membre de leur foyer fiscal.

► **Équipements spécialement conçus pour les personnes âgées ou handicapées**

Le crédit d'impôt s'applique au coût des équipements spécialement conçus pour les personnes âgées ou handicapées.

Le bénéficiaire du crédit d'impôt n'est pas subordonné à la présence d'une personne âgée ou handicapée dans le logement où s'intègrent ces équipements. Seules les caractéristiques de l'équipement conditionnent l'obtention du crédit d'impôt.

Le crédit d'impôt s'applique aux dépenses d'installation ou de remplacement d'équipements spécialement conçus pour les personnes âgées ou handicapées suivants :

- équipements sanitaires attachés à perpétuelle demeure (évier et lavabos à hauteur réglable, baignoires à porte...);
- autres équipements de sécurité et d'accessibilité attachés à perpétuelle demeure (revêtement de sol antidérapant, systèmes de commande à distance des installations électriques...).

Vous pouvez consulter la liste exhaustive sur le document d'information n° 2041 GR disponible sur impots.gouv.fr ou vous renseigner auprès de votre centre des finances publiques. Cette liste est limitative.

BASE DU CRÉDIT D'IMPÔT

Si vous avez bénéficié de primes ou de subventions, vous devez les déduire du montant des travaux. En effet, seules les dépenses que vous supportez effectivement ouvrent droit au crédit d'impôt.

► **Travaux de prévention des risques technologiques**

La base du crédit d'impôt est constituée par le coût du diagnostic préalable ou par le prix d'achat des matériaux et le coût de la main-d'œuvre correspondant à la réalisation des travaux, tels qu'ils résultent de la facture délivrée par l'entreprise. Le prix des travaux s'entend du montant toutes taxes comprises.

► **Équipements spécialement conçus pour les personnes âgées ou handicapées**

- Équipements installés dans un logement déjà achevé : le crédit d'impôt s'applique au coût des équipements spécialement conçus pour les personnes âgées ou handicapées et au coût de la main d'œuvre tels qu'ils résultent de la facture délivrée par l'entreprise. Le prix des travaux s'entend du montant toutes taxes comprises.

- Équipements installés dans un logement neuf, en l'état futur d'achèvement ou que le contribuable fait construire : lorsque l'équipement spécialement conçu pour les personnes âgées ou handicapées s'intègre à un logement lors de sa construction ou à un logement neuf livré équipé, le coût de cet équipement s'entend de son prix de revient pour le constructeur ou pour le vendeur, majoré de la marge bénéficiaire sur le montant de l'équipement. Ce prix d'achat comprend, le cas échéant, le montant des travaux de montage, façonnage, transformation ou adaptation préalable de l'équipement.

PLAFOND DES DÉPENSES

► Équipements spécialement conçus pour les personnes âgées ou handicapées

Le montant des dépenses ouvrant droit au crédit d'impôt ne peut excéder un plafond pluriannuel qui s'applique sur une période de cinq années consécutives. Pour les dépenses payées en 2016, le plafond s'applique du 1^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2016. Ce plafond est de :

- 5 000 € pour une personne célibataire, divorcée ou veuve ;
- 10 000 € pour un couple marié ou pacsé soumis à une imposition commune ;
- majoré de 400 € par personne à charge (enfants mineurs ou enfants rattachés au foyer fiscal, quel que soit leur rang, personnes invalides vivant sous le toit du contribuable). Le montant de 400 € est divisé par deux lorsqu'il s'agit d'un enfant en situation de garde alternée.

► Travaux de prévention des risques technologiques

Les dépenses effectuées à compter de 2016 sont retenues dans la limite d'un plafond pluriannuel spécifique de 20 000 € qui s'applique, pour un même logement, au titre de la période du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2018, quelle que soit la situation du foyer.

TAUX DU CRÉDIT D'IMPÔT

Le crédit d'impôt est égal à :

- **25 %** du coût d'installation de l'équipement spécialement conçu pour les personnes âgées ou handicapées ou au prix d'acquisition de ce même équipement ;
- **40 %** du coût des diagnostics préalables aux travaux et des travaux de prévention des risques technologiques.

COMMENT REMPLIR VOTRE DÉCLARATION POUR BÉNÉFICIER DU CRÉDIT D'IMPÔT ?

• Dépenses réalisées dans votre habitation principale

Indiquez sur votre déclaration de revenus (en ligne ou sur votre formulaire papier n° 2042 RICI) :

- **case 7WJ** les dépenses d'installation ou de remplacement d'équipements spécialement conçus pour les personnes âgées ou handicapées;

- **case 7WL** les travaux de prévention des risques technologiques.

• Dépenses effectuées par les propriétaires-bailleurs dans les logements donnés en location à usage d'habitation principale des locataires

Reportez sur votre déclaration (en ligne ou sur le formulaire n° 2042 C) **case 7WR** le coût des diagnostics préalables et le montant des travaux de prévention des risques technologiques calculé sur la fiche annexée au document d'information n° 2041 GR disponible sur impots.gouv.fr ou dans votre centre des finances publiques.

Ces dépenses ouvrent droit au crédit d'impôt au taux de 40 % dans la limite d'un plafond pluriannuel de 8 000 € qui s'applique sur trois ans pour chaque logement.

IMPUTATION DES CRÉDITS D'IMPÔT

Dépenses en faveur de la transition énergétique et dépenses en faveur de l'aide aux personnes

Les crédits d'impôt en faveur des travaux réalisés dans l'habitation principale s'imputent sur l'impôt dû au titre des revenus de l'année du règlement définitif de la facture à l'entreprise qui a réalisé les travaux.

Le versement d'un acompte ou l'acceptation du devis, ne peut être considéré comme un paiement pour l'application du crédit d'impôt.

En cas de paiement par l'intermédiaire d'un tiers (syndic de copropriété), le crédit d'impôt s'impute sur l'impôt dû au titre des revenus de l'année au cours de laquelle les dépenses sont payées par le syndic à l'entreprise, quelle que soit la date de versement des appels de fonds au syndic.

LES PIÈCES JUSTIFICATIVES

Vous n'avez pas à joindre vos pièces justificatives (factures...) à l'appui de votre déclaration de revenus. Vous devez cependant les conserver pendant trois ans afin de répondre, le cas échéant, à une demande ultérieure de l'administration. Vous devrez alors produire une photocopie des factures ou attestations délivrées par l'entreprise ayant réalisé les travaux.

Ces factures doivent notamment comporter l'adresse de réalisation des travaux, leur nature ainsi que la désignation et le prix unitaire des équipements ou des prestations réalisées, la date du paiement ainsi que, le cas échéant, leurs normes et critères techniques de performance. Ces caractéristiques techniques peuvent également être mentionnées sur une attestation établie par le fabricant ayant fait procéder au test de l'équipement ou des matériaux.

Pour les travaux qui doivent être réalisés par une entreprise qualifiée, les factures doivent, en outre, comporter la mention du signe de qualité (nom de l'organisme de qualification et numéro de certification) dont l'entreprise est titulaire et la mention "RGE" ainsi que la date de la visite du logement préalable à l'établissement du devis.

En cas de paiement par l'intermédiaire d'un tiers (syndic de copropriété), les copropriétaires doivent produire la photocopie des factures ainsi qu'une attestation fournie par le syndic indiquant la répartition des dépenses et établissant formellement la date du paiement de la dépense à l'entreprise.

REPRISE DES CRÉDITS D'IMPÔT

► Les crédits d'impôt obtenus peuvent faire l'objet d'une reprise si, dans un délai de 5 ans à compter de la date du paiement, vous obtenez le remboursement de tout ou partie du montant des dépenses qui ont ouvert droit à ce crédit d'impôt (par exemple : remboursement de ces dépenses par votre propriétaire).

La reprise est égale au montant du crédit d'impôt obtenu correspondant à la somme remboursée. Elle est effectuée au titre de l'année du remboursement.

Si le remboursement fait suite à un sinistre survenu après le paiement des dépenses, le crédit d'impôt n'est pas repris.

CRÉDIT D'IMPÔT AU TITRE DES INTÉRÊTS D'EMPRUNT PAYÉS POUR L'ACQUISITION OU LA CONSTRUCTION DE VOTRE RÉSIDENCE PRINCIPALE

Les intérêts d'emprunt que vous avez versés au titre des cinq premières annuités de remboursement des prêts souscrits avant le 1^{er} janvier 2011 pour l'achat ou la construction de votre résidence principale au plus tard le 30 septembre 2011 peuvent ouvrir droit à un crédit d'impôt.

Si vous avez acheté ou fait construire du 1^{er} janvier 2009 au 30 septembre 2011 un logement neuf « BBC 2005 », le crédit d'impôt est accordé pour les intérêts versés au titre des sept premières annuités de remboursement.

Le crédit d'impôt a été supprimé pour les offres de prêt émises à compter du 1^{er} janvier 2011. Pour les opérations réalisées en 2011, il s'applique uniquement à condition que les offres de prêt aient été émises avant le 1^{er} janvier 2011 et que l'acquisition du logement achevé ou en l'état futur d'achèvement soit intervenue au plus tard le 30 septembre 2011 ou, si vous faites vous-même construire votre logement, à condition que la déclaration d'ouverture de chantier soit intervenue au plus tard à cette même date.

TAUX DU CRÉDIT D'IMPÔT

► **Pour les logements anciens acquis au plus tard le 30 septembre 2011 (sous réserve que l'offre de prêt ait été émise avant le 1^{er} janvier 2011),** le taux du crédit d'impôt était fixé à 40 % pour les intérêts versés au cours de la première annuité de remboursement. Pour les quatre annuités suivantes, le crédit d'impôt est égal à 20 % du montant des intérêts versés.

► **Pour les logements neufs acquis ou construits du 1^{er} janvier 2011 au 30 septembre 2011 (sous réserve que l'offre de prêt ait été émise avant le 1^{er} janvier 2011) respectant les normes thermiques et de performance énergétique en vigueur à la date de dépôt de la demande de permis de construire mais non labellisés BBC,** le taux du crédit d'impôt était de 25 % au titre de la première annuité. Il est de 10 % pour les 4 annuités suivantes.

- **Pour les logements neufs acquis ou construits du 1^{er} janvier 2009 au 30 septembre 2011 (sous réserve que l'offre de prêt ait été émise avant le 1^{er} janvier 2011) et labellisés BBC 2005**, le taux du crédit d'impôt est de 40 % pour les sept premières annuités.

BASE ET PLAFOND DU CRÉDIT D'IMPÔT

Le crédit d'impôt s'applique au montant des intérêts d'emprunt payés en 2016, dans la limite de :

- 3750 € pour une personne célibataire, divorcée ou veuve ;
- 7500 € pour un couple soumis à imposition commune (marié ou pacsé).

Sont exclus de la base, les frais d'emprunt et les cotisations d'assurances contractées en vue de garantir le remboursement des prêts.

Les plafonds sont majorés de 500 € par personne à charge (500 €/2 par enfant vivant en résidence alternée) et ces montants sont doublés lorsqu'au moins un des membres du foyer fiscal est handicapé (soit 7500 € pour une personne célibataire, divorcée ou veuve titulaire d'une carte d'invalidité et 15000 € pour les couples titulaires d'une carte d'invalidité).

COMMENT BÉNÉFICIER DU CRÉDIT D'IMPÔT ?

Vous devez indiquer le montant des intérêts d'emprunt versés en 2016 sur votre déclaration de revenus (en ligne ou sur votre formulaire papier n° 2042 RIC) :

- **case 7VZ**, pour un logement ancien acquis au plus tard le 30 septembre 2011, au titre de l'une des 4 annuités suivant la première ;
- **case 7VT**, pour un logement neuf respectant les normes thermiques en vigueur mais non labellisé BBC acquis ou construit du 1^{er} janvier 2011 au 30 septembre 2011 au titre de l'une des 4 annuités suivant la première ;
- **case 7VX**, pour un logement neuf labellisé BBC 2005 acquis ou construit du 1^{er} janvier 2009 au 30 septembre 2011 au titre de l'une des 7 premières annuités.

Le crédit d'impôt sera calculé automatiquement et déduit du montant de votre impôt à payer. Si le montant de l'impôt est inférieur au crédit d'impôt, l'excédent vous sera remboursé automatiquement s'il excède 8 €.

Ce dépliant est un document simplifié.
Il ne peut se substituer aux textes législatifs
et réglementaires ainsi qu'aux instructions
applicables en la matière.

Pour plus d'informations, consultez



GP 128 - Février 2017

Retrouvez la DGFIP sur

